

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**

PREMIERE COMMISSION
25e séance
tenue le
jeudi 29 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 25e SEANCE

Président : M. BAGBENT ADEITO NZENGEYA (Zaïre)

SOMMAIRE

DECLARATIONS SUR DES POINTS SPECIFIQUES DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT
ET SUITE DU DEBAT GENERAL, LE CAS ECHEANT (suite)

Déclarations de :

M. Kostov (Bulgarie)
M. Nengrahary (Afghanistan)
M. Fahmy (Egypte)
M. Jaeger (Danemark)
M. von Stuelpnagel (République fédérale d'Allemagne)
M. Lawson-Betum (Togo)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/42/PV.25
6 novembre 1987

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINTS 48 A 69 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DECLARATIONS SUR DES POINTS SPECIFIQUES DE L'ORDRE DU JOUR RELATIFS AU DESARMEMENT ET SUIVE DU DEBAT GENERAL, LE CAS ECHEANT

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de la Bulgarie qui, en sa qualité de président de la Commission du désarmement, va introduire le projet de résolution A/C.1/42/L.45 sur le rapport de cette commission.

M. KOSTOV (Bulgarie), Président de la Commission du désarmement, (interprétation de l'anglais) : En ma qualité de président de la Commission du désarmement des Nations Unies pour cette année, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution sur le rapport de la Commission du désarmement (A/C.1/42/L.45), qui a été parrainé par les membres du Bureau de la Commission et les délégations de différents groupes régionaux, c'est-à-dire, l'Autriche, le Bangladesh, la Bulgarie, le Cameroun, le Canada, le Danemark, la Jordanie, la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'Uruguay et le Venezuela.

Comme dans les années passées, ce projet de résolution contient un certain nombre d'éléments fondamentaux qui concernent le rôle et le mandat de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant dans le domaine du désarmement. Il n'est certainement pas nécessaire que j'explique ces paragraphes qui ont été répétés d'année en année. Cependant, quelques modifications se glissent dans une partie des paragraphes du dispositif de ce projet, par rapport à la résolution précédente qui reflètent la situation à la session de fond de 1987 et ont trait aux travaux futurs de la Commission du désarmement.

Premièrement, pour refléter les progrès réalisés sur certains points de l'ordre du jour au cours de la session de fond de 1987, au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, il est dit que l'Assemblée générale

"note que la Commission du désarmement n'a pu encore achever l'examen de certains points de son ordre du jour, mais note aussi avec satisfaction le progrès qui a été réalisé sur certains d'entre eux."

Les représentants se rappelleront qu'en 1987, la Commission a réalisé des progrès considérables sur les questions concernant la vérification sous tous ces aspects, le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement, le désarmement classique ainsi que l'armement et le désarmement navals, comme je l'ai indiqué quand j'ai présenté le rapport de la Commission du désarmement à la septième séance

M. Kostov (Bulgarie)

de la Première Commission le 15 octobre. Bien que la Commission n'ait pu terminer l'examen de ces points au cours de cette année, je suis convaincu que des progrès considérables seront accomplis au cours de la prochaine session en 1988.

Deuxièmement, étant donné que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement se tiendra en 1988, l'Assemblée générale, comme dans le cas précédent de la deuxième session extraordinaire en 1982, prie la Commission, dans le paragraphe 6 du dispositif du projet, de soumettre un rapport spécial à la troisième session extraordinaire contenant des recommandations particulières sur ces points à l'ordre du jour ainsi qu'un rapport ordinaire à l'Assemblée générale de la quarante-troisième session l'année prochaine. A cet égard, la Commission du désarmement aura besoin d'une courte session supplémentaire pour examiner son rapport annuel en automne 1988.

Troisièmement, les représentants savent qu'au cours de la session de 1987, les services prévus pour les réunions de la Commission ont été considérablement restreints, ce qui a créé quelques difficultés aux organes subsidiaires de la Commission. Par conséquent, une recommandation concrète a été émise avec l'appui de tous les membres de la Commission pour améliorer cette situation; dans le paragraphe 8 du dispositif du projet, le Secrétaire général est prié :

"... de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services d'interprétation et de traduction dans les langues officielles, et d'allouer à titre prioritaire toutes les ressources et services nécessaires à cet effet."

Avec cette brève explication de certains nouveaux éléments qui figurent dans le projet actuel, je recommande que, comme dans les années précédentes, ce projet de résolution soit adopté sans vote par la Première Commission.

M. NENGRAHARY (Afghanistan) (interprétation de l'anglais) : Dans ma déclaration d'aujourd'hui, je voudrais développer brièvement le point 67 de l'ordre du jour, intitulé "Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix".

La République démocratique d'Afghanistan attache une grande importance à l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Sans aucun doute, cette question est d'une importance cruciale, non seulement pour la sécurité de l'Asie, mais également pour celle du monde entier. L'Afghanistan, pays d'Asie, suit avec une vive préoccupation les derniers événements sur le continent asiatique. Il faut bien comprendre que la principale source de tension dans cette région réside dans les politiques de ceux qui font tout pour étouffer les aspirations des nations asiatiques à une indépendance et à un développement socio-économique de leur choix. Ces activités menacent sérieusement l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le développement pacifique des Etats de la région.

Les activités militaires des Etats-Unis dans l'océan Indien, en particulier leurs bases militaires sur l'île de Diego Garcia et les installations de leurs forces de déploiement rapide, constituent une violation flagrante de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix et, par conséquent, une menace sérieuse pour la sécurité des pays d'Asie.

Il est évident que la pression militaire continue des puissances impérialistes dans la région de l'océan Indien augmente à un rythme alarmant. L'expansion et la modernisation des bases existantes d'une part et la recherche de nouveaux sites et la mise en place de nouvelles structures de commandement militaire par les Etats-Unis et ses alliés d'autre part sont très inquiétantes pour les Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien, pour les pays non alignés et pour les autres pays épris de paix. La situation actuelle exige la démilitarisation de l'océan Indien en tant que premier pas sur la voie de la création d'une zone de paix dans cette région. Nous croyons qu'une telle mesure renforcerait considérablement la stabilité militaire et politique dans la région.

A cet égard, l'Afghanistan se félicite de voir l'Union soviétique prête à entamer des négociations avec les Etats-Unis et avec d'autres Etats n'appartenant pas à la région qui possèdent des navires de guerre croisant en permanence dans l'océan Indien, de façon à réduire les dimensions et l'activité des forces navales

M. Nenqrahary (Afghanistan)

et à mener des négociations avec les Etats-Unis et avec les pays d'Asie intéressés sur les mesures propres à augmenter la confiance sur le plan militaire en ce qui concerne l'Asie et les eaux adjacentes des océans Indien et Pacifique.

La huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Harare l'année dernière, réaffirmait que les Etats non alignés étaient résolus à poursuivre leurs efforts pour atteindre les objectifs et les buts contenus dans la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, telle qu'envisagée à la réunion des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien en juillet 1979, ainsi que lors des réunions subséquentes du Comité spécial des Nations Unies sur l'océan Indien.

Tout en souscrivant à cette nouvelle déclaration des pays non alignés à leur huitième Conférence au sommet, nous appuyons pleinement la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix adoptée par l'Assemblée en tant que résolution 2832 (XXVI) du 16 décembre 1971 et en demandons instamment l'application rapide.

Nous regrettons que la convocation de la conférence sur l'océan Indien ait été indûment retardée en raison de l'obstruction pratiquée par certains Etats. De l'avis de ma délégation, les mesures nécessaires doivent être prises pour que la conférence se tienne dans le plus bref délai.

A cet égard, nous demandons une participation pleine et active à la conférence de toutes les parties intéressées, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité et les grands usagers maritimes, ainsi qu'une coopération de ces Etats avec les pays du littoral et de l'arrière-pays, essentielle au succès de la conférence.

La République démocratique d'Afghanistan n'épargnera aucun effort pour atteindre cet objectif.

M. FAHMY (Egypte) (interprétation de l'anglais) : On reconnaît dans l'ensemble que la communauté mondiale doit agir concrètement et sans tarder pour empêcher l'aggravation de la course aux armements et prévenir son extension à l'espace extra-atmosphérique, danger devenu prédominant ces dernières années. Une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique porterait un coup mortel aux efforts internationaux de désarmement général et complet sous contrôle international effectif et introduirait de nouveaux éléments de dissension qui compromettraient les efforts déjà ardues que nous faisons pour contrôler la course aux armements.

M. Fahmy (Egypte)

Les membres du Mouvement des non-alignés ont été, au fil des ans, au premier rang de ceux qui demandent que l'espace extra-atmosphérique soit réservé à des fins pacifiques. Nous croyons fermement en effet qu'il s'agit du patrimoine commun de l'humanité. Notre position a été présentée à bien des occasions dans le détail, en différentes instances et, récemment, au Sommet des pays non alignés de Harare, dont les participants ont demandé à la Conférence du désarmement de commencer à négocier un ou des accords, selon le cas, pour empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

En dépit des exhortations et des efforts du Mouvement des pays non alignés et d'autres Etats du même avis, les dangers de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique sont toujours réels et il y a tout lieu de croire qu'ils se sont même intensifiés. Néanmoins, on ne peut pas ignorer les quelques tendances positives qui semblent gagner du terrain dans les relations entre les deux Etats dotés d'armes nucléaires les plus puissants, qui sont en même temps les pays les plus avancés en matière de technique spatiale, tout particulièrement dans ses applications militaires.

Le fait que la résolution adoptée par l'Assemblée générale sur la question de la prévention de la course aux armements dans l'espace atmosphérique ait recueilli un appui grandissant au cours des ans est des plus positifs. Nous espérons que ces deux tendances renforceront la capacité de notre commission de faire un certain progrès dans ce domaine. Nous sommes dans l'obligation de saisir les occasions qui nous sont offertes d'utiliser tout le potentiel disponible pour empêcher la course aux armements dans l'espace.

Au nom des 22 auteurs du projet de résolution A/C.1/42/L.43, je voudrais présenter ce projet de résolution à la Commission. Ce texte se base exhaustivement sur la résolution 41/53 du 3 décembre 1986. Les variantes de cette résolution sont limitées et restreintes aux domaines qui, croyons-nous, bénéficient d'un accord général ou sont susceptibles de le recevoir. Je limiterai mes observations à ces changements.

La mention, dans le projet de résolution, de l'insuffisance du régime juridique applicable à l'espace extra-atmosphérique et le besoin de consolider ce régime vient des conclusions de consensus qui figurent dans le rapport du Comité spécial sur la prévention de la course aux armements dans l'espace, établi par la

M. Fahmy (Egypte)

Conférence du désarmement à Genève. L'appel lancé aux Etats pour qu'ils certifient ne pas avoir d'armes basées en permanence dans l'espace est considéré comme une mesure propre à accroître la confiance; un appel semblable a été suggéré dans le contexte de négociations sur d'autres types d'armements, notamment les armes chimiques.

M. Fahmy (Egypte)

L'appel adressé à la Conférence du Désarmement pour qu'elle essaye d'identifier des mesures concrètes destinées à prévenir effectivement une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique tente d'imprimer une certaine direction aux travaux du Comité spécial. Cela ressort du paragraphe 80 du Document final adopté à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement ainsi que de la déclaration faite par le Président de la Conférence du désarmement, lorsque le groupe de travail spécial a été constitué; ce point ne devrait donc pas non plus être litigieux. Le paragraphe relatif à l'étude que vient de terminer l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement prend simplement en considération l'état actuel de l'étude et ne fait, en conséquence, que refléter le progrès réalisé par rapport au paragraphe homologue de la résolution adoptée l'année dernière. Enfin, tous les Etats sont invités à transmettre au Secrétaire général des Nations Unies leurs vues sur la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Cet ajout ne devrait pas non plus prêter à controverse mais donner plutôt lieu à réflexion alors que nous nous approchons de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Bien sûr, le projet de résolution est conforme à la position du Mouvement des non-alignés et d'autres Etats de même tendance qui, traditionnellement, sont coauteurs d'un projet de résolution sur cette question. Il est cependant important de noter que les auteurs du présent projet de résolution auraient préféré un texte beaucoup plus vigoureux et ambitieux qui reflète clairement leurs positions et leurs aspirations. Toutefois, afin de favoriser une adhésion plus soutenue sur cette question, ils ont estimé nécessaire de présenter un texte de compromis. Ils considèrent que le projet de résolution qui est présenté reflète les préoccupations d'un grand nombre de délégations appartenant à différents groupes. Et c'est dans cet esprit que nous avons souhaité ne présenter qu'un seul projet de résolution sur lequel il soit possible d'élaborer un consensus. Bien que d'autres projets de résolution soient soumis à la Commission, les auteurs sont disposés à examiner tout commentaire et toute suggestion constructifs.

Nous tenons à réaffirmer que le projet de résolution, tel que présenté, reflète la souplesse dont ont fait preuve ses auteurs et doit être considéré comme un texte de compromis. La majeure partie du projet ayant été auparavant approuvée par la Commission, il importe de sauvegarder et d'approfondir ce résultat.

M. Fahmy (Egypte)

Je suis persuadé que le projet de résolution fera l'objet de toute la considération nécessaire de la part de l'ensemble des délégations. Cette initiative, à laquelle ma délégation souscrit depuis nombre d'années, avec la délégation de Sri Lanka, a été prise en vue d'aboutir à une résolution de consensus destinée à renforcer les efforts internationaux pour préserver l'espace extra-atmosphérique d'une course aux armements. Nous invitons toutes les délégations à examiner la proposition dans cet esprit et dans cette perspective. Nous espérons que grâce à nos efforts sincères nous pourrions continuer à réaliser des progrès cette année.

M. JAEGER (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Je souhaite, au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne, intervenir sur le point 61 de l'ordre du jour relatif aux armes chimiques et bactériologiques (biologiques).

Les Douze se sont fixés pour objectif de parvenir prochainement à la conclusion effective d'une convention destinée à interdire à tout jamais les armes chimiques. Nous considérons l'élimination totale de ces armes particulièrement répugnantes comme une des priorités les plus hautes dans le domaine du désarmement.

Les négociations multilatérales sur une convention en matière d'armes chimiques, qui est une des questions les plus urgentes inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du Désarmement, ont beaucoup progressé depuis que le mandat du Comité spécial a été fixé en 1984. Des négociations intensives ont eu lieu durant la session que la Conférence du désarmement a tenue cette année. Le texte d'un projet de convention est actuellement en cours d'élaboration.

Les Douze se félicitent de ce progrès essentiel qui consiste à inclure dans une convention un régime de vérification contraignant. Des solutions aux questions politiques épineuses et aux questions techniques complexes se font encore attendre.

Les membres des Douze ont grandement contribué aux négociations sur une convention multilatérale. Nous espérons que d'autres mesures constructives permettront d'aboutir prochainement à un accord sur un traité global, complet et effectivement vérifiable portant sur la destruction totale, dans un délai négocié, des stocks d'armes chimiques existants.

Les Douze se félicitent des diverses discussions en cours, dont les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les questions relatives à l'interdiction des armes chimiques, y compris la question de la vérification. Ces discussions ont contribué de façon positive à amorcer un processus de négociation à la Conférence du désarmement.

M. Jaeger (Danemark)

La nécessité urgente d'aboutir à une interdiction globale et efficace des armes chimiques a été clairement démontrée dans les rapports sur l'utilisation, une nouvelle fois, des armes chimiques dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq. Les Douze sont profondément préoccupés par les conclusions unanimes auxquelles ont abouti les experts envoyés dans la région par le Secrétaire général des Nations Unies. Ces conclusions figurent dans la déclaration que le Président du Conseil de sécurité a faite le 14 mai 1987.

Elles indiquent clairement que les dispositions du Protocole de Genève de 1925 ont été violées à maintes reprises, malgré les appels pressants lancés par le Conseil de sécurité et le Secrétaire général des Nations unies. Les Douze, comme l'ont exprimé leurs ministres des affaires étrangères dans leur déclaration du 25 mai dernier, condamnent vigoureusement ces violations flagrantes. Les Douze affirment que la communauté mondiale dans son ensemble a la responsabilité d'assurer le respect du Protocole et lancent un appel urgent pour qu'il soit mis immédiatement un terme à l'utilisation des armes chimiques dans le conflit qui oppose ces deux pays.

Tout en poursuivant activement l'objectif d'une convention globale et efficace, et dans un souci de réduire la production des armes chimiques et d'empêcher, dans la mesure du possible, leur prolifération, les Etats membres de la Communauté européenne, conjointement avec d'autres pays, ont imposé des contrôles à l'exportation sur certaines substances qui pourraient être utilisées dans la fabrication d'armes chimiques. Les industries chimiques nationales ont été averties qu'elles risquaient, par inadvertance, d'aider la fabrication d'armes chimiques.

Les Douze se félicitent des résultats de la réunion des experts de la Conférence d'examen sur la Convention des armes bactériologiques qui s'est tenue cette année à Genève. Cette réunion a permis d'élaborer toute une série de mesures de confiance réalistes pour aider à renforcer la Convention. Il s'agit de mesures pratiques et utiles qui méritent tout notre appui.

Plusieurs textes de projet de résolution relatifs au point de l'ordre du jour sur lequel j'interviens ont été présentés. Les Douze espèrent qu'il sera possible d'aboutir à un consensus sur cette question si essentielle.

Je souhaite également présenter quelques observations au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne à propos du point 62 i) intitulé "Rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement".

M. Jaeger (Danemark)

Les Douze ont toujours appuyé les efforts tentés pour renforcer le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement, conformément aux principes et objectifs de la Charte. Nous nous sommes félicités qu'à l'initiative d'un groupe de pays africains, conduits par le Cameroun, cette question ait été inscrite à l'ordre du jour de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale. Nous appuyons le projet de résolution du Cameroun, coparrainé par plusieurs membres des Douze.

Les 12 Etats membres de la Communauté européenne ont présenté leurs points de vue détaillés sur cette importante question dans le document publié sous la cote A/CN.10/69/Add.1 de la Conférence du désarmement. A notre avis, des efforts conséquents doivent être poursuivis en vue d'organiser, de façon plus efficiente, les travaux que mènent les Nations Unies dans le domaine du désarmement.

M Jaeger (Danemark)

L'Assemblée générale, et notamment la Première Commission, sont les instances centrales pour l'examen des problèmes de désarmement. A la Première Commission, tous les Membres des Nations Unies peuvent participer aux délibérations sur les questions de désarmement. Les contributions d'un grand nombre d'Etats aux origines géographiques, économiques et de sécurité très différentes, donnent aux travaux de la Commission un caractère véritablement mondial. Toutefois, il est important que nous recherchions des solutions qui créent des conditions de travail telles que la Première Commission puisse s'acquitter au mieux de son rôle pour aider la communauté internationale à réaliser des progrès dans le domaine du désarmement.

Comme le représentant du Danemark le signalait pendant le débat général dans sa déclaration du 13 octobre au nom des Douze, la répétition de résolutions au cours des ans a abouti à une prolifération de ces résolutions qui a augmenté la charge de travail de cette commission pratiquement jusqu'à saturation, à tel point qu'un examen sérieux et attentif des nombreuses propositions ne serait plus possible. En se perpétuant, cette situation saperait la crédibilité de la Commission. Nous devrions tous faire de sérieux efforts pour étendre les domaines de consensus importants, ce qui augmenterait l'influence de la Commission. Les Douze continueront de contribuer activement à cette fin.

Cette question a été examinée par la Commission du désarmement à sa session de 1987, et des propositions constructives en vue d'une organisation plus efficace des travaux de cette commission ont été discutées, mais aucun accord n'est intervenu. A ce propos, nous tenons à rappeler les propositions constructives faites par un membre des Douze à cette session, contenues dans un document de travail de la Commission du désarmement publié sous la cote A/CN.10/99. Nous attirons également l'attention sur les travaux du Groupe des Dix-Huit en ce qui concerne l'efficacité de l'Organisation et ses recommandations dans le document A/41/49, où il est proposé, entre autres, de rationaliser l'ordre du jour de l'Assemblée générale en groupant ou fusionnant autant que possible des questions connexes et en fixant un intervalle de deux ans ou plus pour l'examen de certaines questions. Nous nous félicitons également des efforts faits par des présidents précédents et le Président actuel ainsi que d'autres membres du Bureau de la Première Commission et d'autres personnalités distinguées.

Les Douze ont pris note avec intérêt des recommandations relatives aux travaux de la Première Commission, contenues dans le projet de résolution soumis par le Cameroun. Ces recommandations méritent un examen des plus complets.

M Jaeger (Danemark)

Les Douze estiment que la Commission de désarmement contribue utilement aux délibérations sur les problèmes de désarmement, qui permettent un examen approfondi de certaines questions spécifiques, qui ne pourrait être entrepris ailleurs. Les membres du groupe des Douze continueront à participer activement aux travaux de la Commission du désarmement.

Les Etats membres de la Communauté européenne ont toujours accordé beaucoup d'importance aux travaux de la Conférence du désarmement en tant qu'organe permanent multilatéral de négociation. Nous estimons que la conclusion la plus rapide possible d'une interdiction globale, effectivement vérifiable, des armes chimiques reste l'une des priorités les plus urgentes de la Conférence du désarmement. La conclusion heureuse d'une telle convention contribuerait de manière directe et durable à la sécurité internationale et donnerait plus de poids à l'autorité de la Conférence. Nous espérons également voir bientôt augmenter le nombre de membres de la Conférence du désarmement comme convenu.

Compte tenu des problèmes financiers des Nations Unies, il est plus essentiel que jamais que, dans tous les domaines d'activité des Nations Unies sur les questions de désarmement, nous nous efforcions de faire le meilleur usage possible de ces ressources et évitions les doubles emplois inutiles dans nos travaux. Les Douze considèrent que le Département des affaires de désarmement ont un rôle essentiel de coordination à cet égard et estiment d'une grande valeur les travaux faits par le Département. Les études entreprises sous les auspices des Nations Unies devraient porter sur des objectifs pratiques déterminés et faire l'objet de consultations appropriées. Le Conseil consultatif du Secrétaire général a un rôle important à jouer dans la coordination des études afin d'éviter les chevauchements avec d'autres études. Nous sommes en faveur du projet de résolution soumis par certains membres des Douze sur les études de désarmement des Nations Unies.

En conclusion, les Douze estiment que la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement devrait examiner le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement. Des améliorations dans la manière de traiter les questions de désarmement aux Nations Unies renforceraient les possibilités de contribuer de manière constructive et stimulante à de nouvelles démarches dans le domaine du désarmement.

M. von STUELPNAGEL (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation souhaite discuter aujourd'hui de certains des aspects de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui se tiendra prochainement. Ma délégation agit de la sorte en ayant à l'esprit les anticipations de tous genres quant aux objectifs et aux priorités du désarmement multilatéral dans un avenir prévisible, énoncés au cours du débat général. Nous avons la ferme intention de promouvoir un processus préparatoire au calendrier très rigoureux.

Tout observateur qui a suivi de près les contributions apportées au débat général ne saurait que se féliciter de l'amélioration du climat dans lequel le dialogue du désarmement se déroule en général et de la volonté d'élargir la base du consensus sur de nombreux points prioritaires et de rendre des positions litigieuses plus objectives. Nous espérons que cette tendance positive se renforcera encore grâce aux progrès véritablement historiques vers un désarmement authentique dont nous sommes témoins à Genève. Un traité prévoyant l'élimination de toute une classe de missiles nucléaires - je fais référence à un accord sur les forces nucléaires à portée intermédiaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique - est imminent. En outre, des négociations visant à une réduction de 50 % des arsenaux nucléaires stratégiques des deux superpuissances ont acquis un élan accru. J'ajouterai à ce tableau attrayant la perspective de la conclusion prochaine d'un accord à la Conférence du désarmement de Genève sur l'interdiction globale des armes chimiques.

Cependant, le fait demeure que le monde est surarmé, et que plus d'armements ne promouvent ni ne consolideront la stabilité. Tous les intéressés sont donc dans l'obligation de saisir toutes les occasions de prendre des mesures de contrôle des armements et de désarmement qui réduiront les conflits, maintiendront la sécurité et encourageront la stabilité. Une telle action dépend de la prémisse suivante, comme l'a énoncé le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement :

"L'adoption de mesures de désarmement doit se faire de façon équilibrée et équitable, de sorte que le droit à la sécurité de chaque Etat soit garanti et qu'aucun Etat ou groupe d'Etats ne retirent des avantages par rapport à d'autres à quelque stade que ce soit. A chaque stade, l'objectif devrait être

M. von Stuelpnagel (RFA)

d'assurer le maintien d'une sécurité non diminuée, tout en ramenant les armements et les forces militaires au niveau le plus bas possible."

(Résolution S-10/2, par. 20)

La transformation en réalité de cet appel légitime doit être assortie d'un processus que, en dernière analyse, l'on pourrait qualifier de réaction chimique élémentaire des efforts universels de désarmement, c'est-à-dire d'un processus d'élaboration de mesures de confiance mutuelle. Ce processus découle de mesures prises d'un commun accord, dont la valeur doit être démontrée au cours d'une période suffisamment longue et qui, par conséquent, ne peut se fonder exclusivement sur des déclarations. Assurer la paix avec de moins en moins d'armes est une tâche dont l'exécution et les résultats doivent être soigneusement préservés.

L'élaboration de la confiance par l'ouverture et la transparence, au sens le plus large qui soit, est une partie intégrante indispensable de ce processus.

Un examen et une évaluation critique des résultats atteints jusqu'ici permettent de déclarer qu'il n'a pas été possible de traduire de manière satisfaisante les principes et le programme d'action du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en mesures propres à élaborer la confiance, en information objective et en transparence propre à créer la confiance. Le consensus qui, en 1978, a débouché sur le Document final peut et doit être mis en oeuvre.

M. von Stuelpnagel (RFA)

Il est certain que le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement est toujours le document de consensus le plus important et le plus complet adopté par la communauté internationale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Mais il ne faut pas oublier que depuis son adoption il y a près d'une décennie, il n'a entraîné aucun résultat satisfaisant. Des questions centrales, telles que l'approche appropriée d'une prévention mondiale de toutes les guerres, la réduction des tensions et des conflits dans de nombreuses régions du monde et l'accumulation excessive d'armements qui se poursuit à l'échelle mondiale, sont toujours controversées et ne permettent pas d'espérer une solution rapide et facile. L'absence de consensus quant à l'application du Document final, l'interprétation individuelle et sélective de ses principes et de son programme de travail, et le fait que l'on tient de moins en moins compte de la relation qui existe entre les besoins de sécurité et les attentes en matière de limitation des armements et de désarmement ont finalement entravé l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances multilatérales dans leurs efforts pour contribuer de façon plus efficace au processus du désarmement, du maintien de la paix et de la sécurité internationales et de la stabilité globale à des niveaux sans cesse plus faibles de désarmement.

Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a vu le jour à un moment où les relations internationales étaient complexes et tendues. L'élaboration de mesures de confiance à cette époque était une notion qui ne revêtait pas la même importance que le concept d'aujourd'hui, qui a été étayé par des idées concrètes et défini par des accords visant des buts spécifiques. Aujourd'hui, nous pouvons noter avec satisfaction que ce document global a tout de même été adopté dans ces circonstances. Le fait que ses parties essentielles n'ont pas été réalisées est moins dû à une absence de volonté politique des principaux acteurs de la scène politique qu'aux craintes ressenties de part et d'autre à l'échelle régionale et mondiale.

L'élaboration de mesures de confiance est le stimulateur et le catalyseur de progrès concrets. Mais il faudra plus qu'un stimulateur et un catalyseur pour générer des progrès en matière de sécurité ou créer une stabilité durable. Ces objectifs ne peuvent être réalisés que par une action commune. Nous sommes aujourd'hui plus que jamais convaincus depuis la guerre que la sécurité ne peut

M. von Stuelpnagel (RFA)

être renforcée par l'accumulation d'armes et que le désarmement équilibré est possible, et souhaitable, sans diminution de la sécurité. Nous sommes aujourd'hui plus conscients de la complexité des relations en matière de sécurité. La perception des priorités, des préalables et de l'interdépendance dans la mise en oeuvre des principes et des points du programme du Document final a été accrue. Les chances d'élargir et de consolider le consensus fondamental sur les questions principales de sécurité et de désarmement figurant dans le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement et dans les documents ultérieurs sont infiniment plus grandes qu'à l'époque de leur adoption par consensus il y a presque 10 ans. C'est dans ce contexte que nous avons présenté le projet de résolution A/C.1/42/L.39.

Le dialogue qui existe aujourd'hui en matière de désarmement progresse dans de nombreux domaines avec des objectifs clairs et le souhait d'aboutir à des résultats. Le désarmement multilatéral doit se prévaloir de cette tendance. La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement doit contribuer à renforcer l'engagement pris en matière de désarmement et à le rendre irréversible pour toutes les parties d'une manière conforme aux principes de la sécurité. La question de savoir comment y parvenir n'est bien entendu pas encore résolue.

Il serait insensé de se tourner vers le passé et de se lamenter de l'absence d'application des principes et mandats contenus dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Au mieux, cela aurait une valeur heuristique, mais cela n'aurait aucune valeur historique. Les relations en matière de sécurité, d'une part, et la course aux armements, d'autre part, ont intrinsèquement une nature dynamique. Leurs mécanismes et manifestations ne cessent de changer, tout comme le contexte dans lequel elles se déroulent. Ce qu'il faut donc, c'est un examen attentif et une application du Document final qui tiennent dûment compte de l'évolution qui s'est produite dans le domaine du désarmement et dans les domaines connexes depuis 1978.

Une approche statique et limitée ne servirait pas l'objectif de nos délibérations communes; il faut une approche dynamique, large et globale en matière de sécurité, qui tienne dûment compte de la légitimité de la défense individuelle et collective et de la nécessité de faire en sorte que les potentiels militaires ne

M. von Stuelpnagel (RFA)

dépassent pas les besoins en matière de défense. Une telle approche de la mise en oeuvre du Document final et de son adaptation appropriée aux nouvelles tendances et aux nouvelles conclusions n'est certes pas facile, mais elle est plus prometteuse et plus réaliste.

Etant donné le caractère dynamique de ce thème, il serait erroné de s'attaquer à notre tâche en nous appuyant exclusivement sur les instruments qui nous sont fournis par les 129 paragraphes du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tels qu'ils ont été acceptés d'un commun accord. On devrait pouvoir utiliser d'autres notions et recourir à d'autres démarches de façon complémentaire chaque fois que leur utilisation serait propice à la solution de nos problèmes.

Je tiens à rappeler que depuis la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement qui s'est tenue l'été dernier, la notion de sécurité au sens le plus large du terme figure maintenant dans un nouveau document adopté par consensus. Une manière légitime d'accroître les chances de voir appliquer le programme d'action serait d'accorder une attention toute particulière aux domaines où des résultats initiaux essentiels ont été obtenus et où l'on peut s'attendre à d'autres progrès. Des accords et des conventions contraignants, équilibrés et vérifiables créent la confiance nécessaire pour accélérer et intensifier le processus du désarmement, tandis que la confiance croissante ouvrira de nouvelles voies. Il est indispensable d'avoir une approche plus souple et plus tolérante à l'égard du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement dans un esprit de coopération internationale globale, notamment sur une base régionale, comprenant toutes les questions de paix, de sécurité et de désarmement.

Nous sommes heureux que le rapport du Comité préparatoire pour la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement soit conforme à cette optique dans l'ordre du jour provisoire qu'il propose.

L'élaboration de mesures de confiance propices à la limitation des armements et au désarmement, ainsi qu'à des progrès tangibles vers le renforcement de la sécurité et la sauvegarde de la paix est une tâche mondiale qui dépasse le cadre des relations Est-Ouest. La troisième session extraordinaire aidera à définir la situation actuelle dans le domaine du désarmement et offrira la possibilité de

M. von Stuelpnagel (RFA)

discuter de la voie à suivre dans l'avenir, à condition que soit considérée comme une instance susceptible de favoriser la conclusion d'un accord sur d'autres mesures. Elle devrait s'inspirer de l'interdépendance entre l'élaboration de mesures de confiance et l'application des mesures légitimes propres à favoriser la sécurité et la stabilité et définir son programme d'action en tenant compte des événements récents et des nouvelles perceptions.

Comme on le sait, nous avons accompli un travail préparatoire méthodique en établissant la liste des principes directeurs de la Commission du désarmement. Nous nous efforçons de parachever cette liste de principes directeurs pour la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, tant sur le fond qu'en ce qui concerne la procédure. Nous espérons que la question de l'élaboration de mesures de confiance, tant en termes conceptuels que pratiques, figurera en bonne place dans l'ordre du jour de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement, et que l'adoption unanime de principe en vigueur sur une échelle mondiale sera le point de départ et la force motrice d'une nouvelle réflexion commune dans le domaine du désarmement. C'est pourquoi nous avons présenté le projet de résolution A/C.1/42/L.48, dans l'espoir qu'il fera l'objet d'un consensus.

M. LAWSON-BETUM (Togo): Monsieur le Président, la délégation togolaise a déjà eu le plaisir de vous féliciter ainsi que les autres membres du Bureau à l'occasion de votre élection pour conduire les travaux de la Première Commission. Prenant la parole à nouveau, cette délégation voudrait vous exprimer sa satisfaction quant à la sérénité et à l'esprit de dialogue constructif qui marquent nos délibérations sous votre dynamique et clairvoyante direction.

L'histoire nous enseigne que l'exercice du droit légitime des Etats à la sécurité a parfois connu des débordements préjudiciables à l'avenir des peuples et à l'équilibre du monde. En tant qu'expression de ces débordements, le militarisme a souvent trouvé sa justification dans l'exploitation, voire l'exacerbation, du sentiment national.

Ainsi, après que l'utilisation de préjugés raciaux et la volonté d'expansion eurent provoqué la guerre la plus meurtrière de notre temps, le chauvinisme national et le fanatisme sont demeurés au coeur de certains actes de belligérance et conflits locaux. De surcroît, la recherche du prestige national a quelquefois succombé à la volonté de domination en justifiant certains efforts d'armements. Or, tout en ayant subi les conséquences néfastes des conflits et de la course effrénée aux armements, les peuples du monde ne sont guère parties prenantes aux diverses conceptions de la sécurité censées assurer leur protection.

Pendant longtemps, tout s'est donc passé comme si la sécurité nationale et internationale était l'affaire exclusive des gouvernants et de certains spécialistes. C'est dire l'opportunité de la décision prise par l'Assemblée générale à sa douzième session extraordinaire de lancer la campagne mondiale pour le désarmement, campagne qui est destinée à informer, éduquer et susciter la compréhension et l'appui du public concernant les objectifs des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

Il va de soi que la réussite de cette campagne se mesurera à la capacité de l'opinion publique à influencer positivement les conceptions classiques et modernes de la sécurité qui sont à l'origine de la compétition militaire. Pour que l'opinion puisse acquérir cette capacité, il importe que les efforts d'information et d'éducation touchent effectivement le plus grand nombre possible de forces vives nationales, en particulier les jeunes qui constituent la relève de demain.

Depuis le lancement de la campagne, le travail d'information, de publicité et d'éducation entrepris par les Nations Unies s'avère déjà très encourageant si l'on prend en compte la diversité et l'accroissement de la diffusion des publications

M. Lawson-Betum (Togo)

sur le désarmement, le dynamisme des rouages d'information de l'Organisation, la poursuite du programme de bourses sur le désarmement ainsi que l'accueil enthousiaste réservé par l'opinion à cette campagne.

Dans le but d'assurer une plus large diffusion de l'information sur le désarmement, notamment dans les pays en développement, il conviendrait d'encourager la traduction de certaines publications dans les langues locales et d'intensifier les programmes radiophoniques, télévisuels et cinématographiques. Car i'on sait l'impact énorme que la combinaison de la parole et de l'image exerce sur la perception et la compréhension des réalités du monde.

Ainsi, les peuples des régions les plus reculées de la planète seront en mesure de mieux découvrir les dangers de la course aux armements, les causes et manifestations des conflits et de prendre conscience de l'importance que revêt le désarmement.

Le soutien actif apporté par les Nations Unies aux nombreux séminaires ou conférences régionaux organisés sur le désarmement constitue un autre élément positif dans l'accomplissement de la Campagne. Ce soutien devrait se poursuivre dans la mesure où ces réunions rassemblent de nombreux représentants des groupes visés par la Campagne et couvrent une diversité de thèmes relatifs au désarmement. Lesquels thèmes donnent lieu à des débats constructifs sur l'aspect global, le caractère multidimensionnel et les spécificités régionales de la question. Compte tenu de l'importance de ces réunions, il serait fort utile de concrétiser l'idée d'en organiser au moins deux par an.

La réussite de la Campagne tient également à l'efficacité avec laquelle les cinq groupes visés mobiliseront et sensibiliseront le public en vue d'obtenir son appui aux efforts de désarmement. Le lancement de la Campagne ayant eu pour effet de contribuer à l'intensification des activités des organisations non gouvernementales dans le domaine du désarmement, il est essentiel que celles-ci soient davantage associées aux diverses réunions organisées sur cette question. Elles pourront ainsi faire part de leurs expériences en la matière.

Parmi les groupes visés, les représentants élus et les médias nous semblent devoir jouer un rôle extrêmement important. Du fait qu'il sont parties prenantes au processus de prise de décision politique, les représentants élus sont en position de faire connaître et apprécier au plus haut niveau politique les vues et préoccupations exprimées par leurs mandants et par les différents organismes

M. Lawson-Betum (Togo)

spécialisés en matière de désarmement. Il est donc possible que la réceptivité des représentants élus vis-à-vis de l'opinion se concrétise par l'organisation de grands débats nationaux susceptibles d'influer sur la définition des programmes de défense. Quant aux médias, en raison de leur grande capacité de mobilisation, de sensibilisation et d'éducation du public, ils devraient pouvoir agir dans les directions suivantes : premièrement, assurer la plus large couverture possible des réunions nationales, régionales ou internationales consacrées au désarmement; deuxièmement, établir des programmes périodiques d'analyses et d'explication des divers aspects du désarmement; et, enfin, troisièmement, assurer la publicité la plus large possible des efforts déployés par les Nations Unies et par d'autres organisations pour promouvoir le désarmement ainsi que des obstacles et résultats positifs enregistrés par les négociations en matière de limitation des armements et de désarmement.

Pour que les efforts entrepris par notre organisation en vue de promouvoir le désarmement soient couronnés de succès, il importe qu'ils bénéficient de l'appui constant des Etats Membres et des organisations régionales.

L'engagement du Togo vis-à-vis des idéaux de paix, de sécurité et de désarmement est bien connu. Cet engagement a trouvé cette année encore une nouvelle illustration dans les activités menées au titre de la célébration de l'Année internationale de la paix. Entre autres activités, il convient de noter l'organisation du deuxième Séminaire national sur la paix, le désarmement et la sécurité des Etats, du 12 au 14 mars dernier.

Ce séminaire s'est achevé par l'adoption de l'Appel de Lomé pour la paix, le désarmement et la sécurité des Etats. Par cet appel, le Séminaire a noté que toutes les initiatives qui concourent à la dynamique de la paix et de la sécurité internationales doivent être encouragées et soutenues, notamment les actions des Nations Unies, ainsi que les efforts sans cesse déployés par les organisations régionales, gouvernementales et non gouvernementales, en faveur de la paix.

Ce séminaire a en outre exprimé le voeu que la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement et la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement aboutissent à des résultats concrets qui permettent de progresser dans la difficile mais nécessaire voie d'un désarmement général et complet.

M. Lawson-Betum (Togo)

Conforme aux résolutions 39/63 J du 12 décembre 1984 et 40/151 G du 16 décembre 1985, ainsi qu'au désir clairement exprimé des Etats africains, la création du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique représente à la fois une reconnaissance de la vocation de paix de l'Afrique et une contribution importante aux efforts de désarmement des Nations Unies.

Le vif intérêt que les dirigeants africains accordent au fonctionnement de ce centre ressort nettement du paragraphe 8 du Programme d'action de Lomé tel qu'adopté par la 23e Conférence au Sommet de l'OUA. Au termes de ce paragraphe, il est souligné l'importance cruciale dudit centre qui doit servir de point de convergence pour promouvoir la coordination et l'harmonisation des activités de recherche, d'étude, de documentation et d'information dans les domaines interdépendants de la paix, de la sécurité du désarmement et du développement, en collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies.

Par ailleurs, le paragraphe 7 du dispositif de la résolution AHG/Res.164 (XXIII) de l'OUA est significatif de l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement africains vis-à-vis des idéaux de paix et de désarmement. Par ce paragraphe, ils invitent les Etats Membres à accorder une attention particulière à la question du désarmement et à en assurer la vulgarisation au moyen de programmes scolaires et éducatifs dans le cadre de la campagne mondiale pour le désarmement.

Les activités menées par le Centre au cours de sa première année de fonctionnement effectif indiquent clairement le dynamisme qu'il est appelé à connaître s'il bénéficie du soutien matériel et financier nécessaire de la part des Etats Membres et du système des Nations Unies. A cet égard, il nous paraît opportun de relever le concours précieux apporté par le Centre et par les Nations Unies à la réunion du Groupe ad hoc d'experts gouvernementaux chargé d'élaborer, en application d'une recommandation du Comité ad hoc des 14 de l'OUA, un document reflétant les vues et positions des Etats africains sur la relation entre le désarmement et le développement. Document qui, après avoir été entériné par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement, a été soumis comme contribution de l'Afrique, à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

M. Lawson-Betum (Togo)

Deux importantes initiatives sont également significatives du rôle actif que le Centre entend jouer pour remplir son mandat. Il s'agit, d'une part, de la coopération entre le Centre et le Secrétariat des Nations Unies pour organiser un séminaire de scientifiques, chercheurs et représentants africains sur le rôle de l'Afrique dans l'application de la science nucléaire à la paix et au développement. Il s'agit, d'autre part, des préparatifs en vue de mettre en place un programme d'activités visant à instaurer et renforcer la confiance, la sécurité et le développement dans le cadre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale.

Sur les 150 conflits qui ont secoué pour la plupart le monde en développement durant ces 42 dernières années, plus d'une trentaine se sont déroulés en Afrique, faisant plus de 4 millions de morts.

A part les litiges frontaliers, séquelles du colonialisme et de la balkanisation du continent, les convoitises et ingérences extérieures ainsi que la méfiance créée par le transfert de l'affrontement idéologique Est-Ouest ont été à la source de la plupart de ces conflits. De surcroît, le maintien de l'odieux système d'apartheid, la persistance de l'occupation illégale de la Namibie et l'acquisition de la capacité nucléaire par l'Afrique du Sud constituent de sérieuses menaces à la stabilité de l'Afrique. Dans le but de raffermir l'unité du continent et de promouvoir son indépendance économique, les dirigeants africains attachent beaucoup de prix à l'équilibre de l'Afrique et donc à l'élimination des causes des conflits qui déchirent la région.

La promotion de relations de bon voisinage et de l'intégration économique, les tentatives de règlement à l'africaine de certaines crises ainsi que la lutte contre l'apartheid sont autant d'initiatives révélatrices de la volonté des chefs d'Etat africains de mettre le continent à l'abri des affrontements de toute nature.

Au regard de son mandat, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique peut donc servir de cadre idéal pour l'approfondissement de la recherche sur les origines et les causes profondes des différends ou des conflits de même que pour l'identification des exigences de la sécurité et des moyens de prévention et de régulation des crises.

Pour que le Centre soit à même de remplir pleinement son mandat, il importe donc qu'il soit doté des moyens matériels et financiers indispensables à son fonctionnement. A cet égard, la délégation togolaise se félicite des efforts remarquables déployés par le Secrétaire général pour rendre le Centre opérationnel,

M. Lawson-Betum (Togo)

ainsi que de l'assistance généreuse que certains Etats Membres et des organismes privés ont apportée au Centre. Il est vivement souhaitable que cette institution bénéficie des contributions d'autres donateurs. Pour sa part, le Gouvernement togolais est résolu à continuer, dans la mesure de ses moyens, d'apporter son appui au Centre.

En outre, il serait utile de poursuivre les efforts tendant à déterminer la contribution que pourraient fournir au Centre d'autres organes, agences et programmes du système des Nations Unies.

La persistance des conflits régionaux et les risques d'internationalisation de l'un d'entre eux nous rappellent que le virus de la guerre n'est pas prêt de disparaître. Il est donc essentiel que nous redoublions d'efforts pour faire prévaloir les idéaux de paix, de sécurité, de désarmement et de développement.

A cet égard, ma délégation suggère que le travail de sensibilisation du public à la cause du désarmement s'oriente également vers les chercheurs en armements et vers les marchands de canons.

En dépit des obstacles qui jalonnent la voie de la paix et du désarmement, il importe que nous nous rappelions sans cesse que les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut édifier les défenses de la paix.

Le PRESIDENT : Je donne maintenant la parole au Secrétaire de la Commission pour quelques communications.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais informer les membres de la Commission que les pays suivants se sont portés coauteurs des projets de résolution suivants : A/C.1/42/L.2 - Belgique et Portugal; L.5 - Australie; L.26 - Viet Nam et République démocratique allemande; L.28 - Viet Nam; L.59 - Australie; L.74 - Australie.

Le PRESIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui souhaite exercer son droit de réponse. Mais avant de ce faire, j'aimerais simplement rappeler aux membres de la Commission la procédure arrêtée à cet effet.

M. NAZARKIN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai demandé la parole pour exercer mon droit de réponse à propos de l'intervention des représentants des Etats-Unis et de la France lors de la séance d'hier de la Première Commission au sujet de ma déclaration d'hier.

M. Nazarkin (URSS)

Pour parler sans ambages, j'ai été étonné que mon intervention ait provoqué une réaction aussi vive de la part de mes deux collègues de la Conférence du désarmement, car mes intentions ne visaient aucunement à déclencher une polémique, bien au contraire. Mon intervention portait principalement sur les perspectives favorables de succès des négociations sur l'interdiction des armes chimiques.

L'intervention de l'Ambassadeur Max Friedersdorf, des Etats-Unis, mettait en cause, entre autres, la paternité des initiatives prises dans le domaine de l'interdiction des armes chimiques. Je dois faire observer que la question de la paternité se révèle souvent extrêmement complexe. J'ai été témoin de situations où il nous semblait que nous acceptions quelques propositions américaines. En réponse, nous entendions les mots suivants : "Vos vues sont très intéressantes, nous allons les étudier".

Un auteur n'a certes pas besoin de temps pour étudier les propositions qu'il a déjà lui-même présentées.

Je partage tout à fait l'avis de l'Ambassadeur Friedersdorf selon lequel ce qui est essentiel, c'est de rapprocher les positions et de progresser vers la conclusion d'une convention sur l'interdiction complète et la destruction des armes chimiques, et non pas de déterminer qui le premier a dit ceci ou cela.

Ceci s'applique pleinement aussi aux inspections obligatoires sur mise en demeure. L'intervention du représentant des Etats-Unis à ce propos pourrait donc être interprétée comme signifiant que la question de ces inspections doit être résolue de façon radicale, c'est-à-dire eu égard à toutes les installations et à tous les sites, quels qu'en soient leurs propriétaires, et que les Etats-Unis n'insistent plus sur l'article 11 de leur projet de convention (CD/500). Cet article, on le sait fort bien, traite de la possibilité de refuser l'inspection sur mise en demeure. Si tel est le cas, et si notre interprétation est juste, alors c'est avec satisfaction que nous prenons acte de cette déclaration.

Nous sommes également satisfaits du fait que, si l'on en juge par la réaction du représentant des Etats-Unis, les détails que nous avons présentés à Washington en septembre de cette année en ce qui concerne l'échange bilatéral de données, ne soulèvent pas d'objection de la partie américaine. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

A propos de ce qui a été dit de la visite à Chikhany, il est vrai que la visite à Tooele a été organisée avant celle de Chikhany. Personne ne le conteste.

M. Nazarkin (URSS)

Cependant, la partie soviétique a vraiment été la première à donner une démonstration complète de tout son arsenal d'armes chimiques et c'est ce que j'ai dit hier dans mon intervention. Les échantillons qui ont été exposés à Chikhany donnent un tableau complet de l'arsenal chimique soviétique. En 1983, à Tsoele, autant que je le sache, quelques échantillons seulement ont été exposés aux fins de démontrer leur destruction.